



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Août 2021

L'INFLUENCE SÉCURITAIRE CHINOISE À SINGAPOUR

Dr **Éric Frécon**

Chercheur associé à l'IRASEC

ÉTUDE – n° 85



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



L'INFLUENCE SÉCURITAIRE CHINOISE À SINGAPOUR

Dr Éric Frécon

Chercheur associé à l'IRASEC

Pour citer cette étude

Éric Frécon, *L'Influence sécuritaire chinoise à Singapour*, Étude 85, IRSEM, août 2021.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-155504-4

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

84. *Innovation technologique du secteur Aérospatial et Défense – Une approche comparative par les brevets*
Cécile FAUCONNET
83. *Le Lion, l'Ours et les Hyènes : Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle en Afrique subsaharienne francophone*
Maxime AUDINET
82. *L'Enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques – Les États-Unis à l'heure du choix*
Pierre BOURGOIS
81. *La Coopération sécuritaire et judiciaire en Afrique de l'Ouest face au défi de la lutte contre les groupes armés jihadistes*
Antonin TISSERON
80. *L'Arabie saoudite : le pari sur la jeunesse de Mohammed Bin Salman*
Fatih DAZI-HÉNI
79. *L'Entrée en vigueur du TIAN : un tournant pour la campagne d'interdiction des armes nucléaires ?*
Tiphaine de CHAMPCHESEL
78. *Le Monument OPEX et la mémoire de la 4^e génération du feu*
Marie-Caroline VAUZANGES
77. *Balles perdues. Une introduction à la prévention et à la lutte contre les trafics d'armes classiques*
Édouard JOLLY, Lucile ROBIN, Alexis CARROUGET
76. *La Collecte de la mémoire combattante au sein des forces armées (États-Unis, France)*
Christophe LAFAYE

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire général

CRG1 (2S) Étienne VUILLERMET

Chef du soutien à la recherche

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2021 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique – Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Éric Frécon est docteur en science politique (Sciences Po, 2007), basé à Singapour depuis 2017. Il est actuellement chercheur associé à l'IRASEC (Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine), pour qui il rédige chaque année, depuis 2010, le chapitre sur Singapour dans le cadre de la collection Asie du Sud-Est, à l'École navale, où il a enseigné six ans, ainsi qu'à Asia Centre (Paris). Il donne aussi des cours à SUSS (Singapore University of Social Sciences) et à UBD (Universiti Brunei Darussalam). Précédemment, Éric Frécon a entre autres coordonné l'Observatoire Asie du Sud-Est à Asia Centre (2012-2019) et il a été chercheur à la RSIS (Rajaratnam School of International Studies) à Singapour en 2008-2011.

Contact : e.frecon@centreasia.eu

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	11
ABRÉVIATIONS & ACRONYMES.....	15
INTRODUCTION.....	17
I. VECTEURS DE L'INFLUENCE CHINOISE DANS LE CHAMP SÉCURITAIRE SINGAPOURIEN.....	25
Une influence occidentale incontournable dans les installations militaires.....	25
La Chine sur tous les autres fronts.....	27
<i>Connexions personnelles</i>	27
<i>Connexions universitaires</i>	29
<i>Les think tanks comme sas diplomatiques</i>	31
<i>Des médias au service de la diplomatie</i>	33
<i>Diplomatie économique</i>	35
<i>Ingérence et propagande</i>	38
II. INFLUENCES CHINOISES NON IRRÉVERSIBLES DANS LES STRUCTURES SÉCURITAIRES SINGAPOURIENNES.....	43
Prises de distance singapouriennes : deux études de cas.....	44
<i>Covid-19</i>	44
<i>5G et big data</i>	45
D'une relation asymétrique à des partenariats symétriques.....	47
<i>Vers un gouvernement non aligné</i>	47
<i>Des fonctionnaires sans complexes</i>	51
<i>Une société civile méfiante</i>	52
CONCLUSION : BILAN ET PERSPECTIVES.....	55
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE.....	59

RÉSUMÉ

La Chine cherche à s'inviter dans la politique intérieure des États voisins. S'agit-il d'hégémonie, plus ou moins « bienveillante » ? Ou faut-il y voir une version chinoise du *soft power* (puissance douce) ? Pékin s'appuie en effet sur l'histoire régionale (depuis les premiers commerçants jusqu'aux coolies du XIX^e siècle), sur les « valeurs asiatiques » (développées entre autres par Mahathir et Lee Kuan Yew dans les années 1990) ainsi que sur les investissements à travers la BRI (*Belt and Road Initiative*). Singapour, en tant que *hub* commercial, universitaire, voire stratégique, n'échappe pas aux convoitises. À la différence des États-Unis, Pékin a su y mobiliser une multitude de leviers, à différents niveaux (réseaux personnels, think tanks, universités, médias, partenariats économiques, propagande en ligne, etc.). La Chine a ainsi réussi à peser, souvent en sous-main.

Toutefois, les nuances entraperçues dans deux domaines précis – lutte contre la Covid-19 et 5G & *big data* – tendent à se confirmer au regard des attentes des nouvelles générations de dirigeants et d'électeurs singapouriens. Ce fut d'ailleurs l'une des principales leçons des dernières élections de 2020. L'idée d'une prise de distance vis-à-vis de la Chine ne serait donc pas que conjoncturelle. La vigilance à l'égard de Pékin n'aurait en fait jamais totalement cessé, en particulier dans le domaine de la défense et de la sécurité.

Afin de veiller à l'évolution de cette tendance forte, il conviendra d'évaluer les luttes de clans au sommet du pouvoir chinois (et leurs impacts sur Hong Kong et la mer de Chine du Sud) ainsi que l'évolution des relations (mésestimées) entre Singapour et Taïwan. La posture des puissances de second rang devrait également s'avérer décisive puisqu'elles font à présent figure d'éléments d'alternative diplomatique entre la Chine et les États-Unis aux yeux de Singapour.

Mots clés : Chine – Relations extérieures – Sécurité – Singapour

La plupart des informations ici recueillies sont issues d'entretiens, formels ou pas, tenus à Singapour entre 2008 et 2021, en plus d'un suivi quotidien de la presse nationale – tabloïds, quotidiens de référence et réseaux sociaux.

Les idées exprimées ici n'engagent que leur auteur et en aucun cas les institutions qui le financent ou l'accueillent.

Carte 1
Singapour



Source : CIA (domaine public).

Carte 2
Asie du Sud-Est



Source : CIA (domaine public).

ABRÉVIATIONS & ACRONYMES

- AOSIS : Alliance of Small Island States
- AOIP : ASEAN Outlook on Indo-Pacific
- APPSMO : Asia Pacific Programme for Senior Military Officers
- APPSNO : Asia-Pacific Programme for Senior National Security Officers
- ASEAN : Association of Southeast Asian Nations
- BRI : *Belt and Road Initiative*
- BOC : Bank of China
- BDSSU : British Defence Singapore Support Unit
- CENS : Centre of Excellence for National Security
- CCC : China Cultural Center ou Zhongguo Wenhua Zhongxin – 中国文化中心
- CCI : *Chongqing Connectivity Initiative*
- DPM : Deputy Prime Minister
- EAI : East Asian Institute
- FPDA : Five Power Defence Arrangements
- FCGF : FutureChina Global Forum
- GRC : Group Representation Constituencies
- IFC : Information Fusion Centre
- IDSS : Institute of Defence and Strategic Studies
- ISEAS : Institute of Southeast Asian Studies
- ISD : Internal Security Department, du ministère de l'Intérieur
- ICPVTR : International Centre for Political Violence and Terrorism Research
- LKYSPP : Lee Kuan Yew School of Public Policy
- LCS : *Littoral Combat Ships*
- MAS : Monetary Authority of Singapore
- NCPA : Nanyang Centre for Public Administration
- NSSP : National Security Studies Programme
- NUS : National University of Singapore
- NTU : Nanyang Technological University
- OCBC : Oversea-Chinese Banking Corporation
- ONU : Organisation des Nations unies
- PCC : Parti communiste chinois

PAP : People's Action Party
PA : People's Associations
PLA : People's Army Liberation
POFMA : *Protection from Online Falsehoods and Manipulation Act*
RSIS : Rajaratnam School of International Studies
RSF : Reporters sans frontières
RPC : République populaire de Chine
SIDS : Small Island Developing States
SCCC : Singapore Chinese Cultural Centre
SCCCI : Singapore Chinese Chamber of Commerce and Industry
SGD : Singapore Global Dialogue
SIIA : Singapore Institute of International Affairs
SPH : Singapore Press Holdings
WP : Workers' Party

INTRODUCTION

Rares sont les pays qui entraînent leurs troupes à Taïwan¹ et qui disposent d'escadrons de l'armée de l'air en France, en Australie et aux États-Unis pour se former, tout en ayant entretenu des relations commerciales avec la Corée du Nord jusqu'en 2017². À l'abri derrière les habituels clichés (ville propre, ville sûre, ville prospère), Singapour a réussi le pari de cette diplomatie tous azimuts.

À l'inverse, les relations avec ses voisins proches n'ont jamais été totalement apaisées. Le souvenir de la *Konfrontasi* (1963-1966) avec l'Indonésie demeure et est même entretenu : liste des attentats commis à Singapour au Discovery Centre (sorte de musée sur la construction nationale, mitoyen du musée de l'armée de terre) et plainte officielle lorsque Jakarta a baptisé en 2014 un de ses bâtiments de guerre du nom des deux « héros » ayant précisément commis la principale attaque à Singapour en 1965. De même, les limites entre les îles de Pedra Branca et Bintan tardent à être définitivement établies avec l'Indonésie. Au nord, la ligne de chemin de fer à grande vitesse, jusqu'à Kuala Lumpur, a été annulée et, fin 2018, les forces de l'ordre des deux pays se sont fait face dans le détroit de Johor, pour quelques hectomètres carrés de surface portuaire. Enfin, l'AOIP (ASEAN Outlook on Indo-Pacific), suggéré par Jakarta, a attendu la présidence thaïlandaise (2019), plutôt que celle de Singapour (2018), pour être – correctement – présentée.

Dans cette lignée, comment considérer les relations avec la Chine ? L'empire du milieu s'est toujours montré proche de Singapour. Rappelons ainsi la première visite dès le XIV^e siècle de Wang Dayuan, voyageur de la dynastie Yuan que ne se prive

1. Depuis la signature de l'accord *Starlight* en 1975 ; Singapour y a établi d'ailleurs le *Starlight Command* (星光部隊指揮部).

2. Le 19 juin 2020, Tan Wee Beng, directeur de la compagnie d'échanges commerciaux Wee Tiong et recherché par le FBI, était accusé d'avoir falsifié des documents pour couvrir des ventes de sucre avec la Corée du Nord entre 2014 et 2016.

pas de rappeler le National Museum. Plus récemment, l'historiographie singapourienne a insisté sur les coolies du XIX^e siècle ou encore sur le coup de foudre diplomatique entre Deng Xiaoping et Lee Kuan Yew en 1978. Le mandarin est par ailleurs l'une des quatre langues officielles et 74 % de la population est catégorisée comme « chinoise ». Enfin, les relations familiales achèvent de consolider les liens bilatéraux, avec des racines souvent hokiennes ou cantonaises.

Certes, en 1990, Singapour a fait le choix de Pékin en nouant officiellement des liens diplomatiques avec la République populaire de Chine (RPC) ; fin 2019, Pékin était passé du 27^e au 11^e rang en matière d'investissements à Singapour, devant des pays comme la Malaisie ou l'Allemagne. Les montants avaient été multipliés par 45, avec en parallèle des impacts « dans la pratique du travail³ ». Le 9 mai 2020, l'ambassadeur chinois à Singapour, Hong Xiaoyong, a remis 500 000 masques chirurgicaux et 100 000 masques KN95 au ministre d'État pour la Santé, Lam Pin Min. Quatre mois plus tard et pour la première fois, le fonds souverain singapourien Temasek Holdings, dirigé par l'épouse du Premier ministre, Ho Ching (67 ans), a compté davantage d'investissements en Chine qu'à Singapour.

Toutefois, il n'est pas question pour Singapour de s'aligner sur la RPC en mer de Chine du Sud⁴, entre autres, au point que la relation s'est considérablement refroidie quand le micro-État coordonnait le groupe Chine-ASEAN (Association of Southeast Asian Nations)⁵ en 2016-2018. Le soutien apporté par Singapour à la décision de la Cour permanente d'arbitrage du 12 juillet 2016 dans l'affaire opposant les Philippines à Pékin autour de la mer de Chine du Sud, et plus largement au droit international, avait

3. En 2020, les quatre premiers investisseurs étaient : États-Unis, îles Vierges britanniques, îles Caïmans et Pays-Bas (« China's growing business presence in Singapore », *The Star*, 2 décembre 2019).

4. Ou mer Orientale au Vietnam et mer des Philippines occidentales à Manille.

5. Ou Association des nations d'Asie du Sud-Est : Birmanie (ou Myanmar), Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam.

par exemple exaspéré la Chine populaire. Pourtant, un chercheur singapourien avait qualifié la déclaration ministérielle d'« anodine » ou « inoffensive » (*anodyne*). Cette séquence diplomatique, anormalement tendue au regard des dernières années, n'était-elle qu'une parenthèse, un accident ou le signe annonciateur d'un changement de posture ?

Les éléments de réponse à cette question permettront d'éclairer en partie les méthodes et approches chinoises, directes ou non – au-delà des seules intentions et visées, sujettes à d'infinis débats. En sus, il s'agira d'éclairer en l'espèce Singapour, qui abrite la troisième communauté française en Asie (environ 14 000 personnes inscrites à l'ambassade, chiffre constant malgré la Covid). Le pays a signé en 2018 un accord de libre-échange avec l'Union européenne, entré en vigueur un an plus tard. Il abrite le deuxième plus important port au monde (en termes de containers) et CMA-CGM a conclu en 2016 une *joint-venture* avec PSA Singapore Terminals Pte. Ltd. pour l'utilisation de quatre quais destinés à des méga-porte-containers. Quant au budget de son armée, composée entre autres de six frégates de la classe *Lafayette*, il est le plus important de l'Asie du Sud-Est. Singapour était enfin classée sixième centre financier au monde en 2020 (quand Paris pointait au 18^e rang). Malgré cet évident poids géopolitique et géoéconomique, au cœur de l'Indo-Pacifique, rares sont les études sur ce pays⁶. Peut-être est-ce en partie dû à l'autocensure qui y sévit ? Le pays pointait au 160^e rang du classement de Reporters sans frontières (RSF) sur la liberté de la presse en 2021, sur 180 pays notés, entre la Somalie et le Soudan⁷.

La littérature en relations internationales et politique comparée offre des pistes susceptibles de décrypter cette relation bilatérale asymétrique : la taille de Pékin, à elle seule, est 23 fois supérieure à celle de Singapour qui n'équivaut, plus au sud,

6. Éric Frécon, « Un objet de recherche mésestimé ? Singapour : une transition politique à retardement », *Monde chinois - Nouvelle Asie*, 30, été 2012, p. 19-28.

7. Site officiel du classement 2021 : <https://rsf.org/fr/ranking/2021> [consulté en juin 2021]. Singapour était classée 151^e en 2019 et 158^e en 2020.

qu'à un neuvième de Shanghai et sa banlieue⁸. Les « valeurs asiatiques » viennent immédiatement à l'esprit pour étayer la connivence entre Chinois – sachant que l'actuel DPM (*Deputy Prime Minister*) Heng Swee Keat (né en 1961) a confirmé que Singapour n'était pas prête à nommer un Premier ministre autre que chinois⁹. Toutefois, le discours commence à dater. Depuis la mort de Lee Kuan Yew (1923-2015), l'intellectuel et ambassadeur Kishore Mahbubani (né en 1948) s'évertue à entretenir l'idée de « valeurs asiatiques » et d'un facteur culturaliste en politique aussi bien intérieure qu'extérieure mais au risque de la caricature.

L'idée d'« hégémonie bienveillante » paraît, elle aussi, séduisante. Elle ne reprend pas l'hypothèse d'un impérialisme qui serait ici excessif¹⁰. Sa variante chinoise, décryptée par François Gipouloux, rappelle plutôt les anciennes relations tributaires et l'idée de frontières propres au contexte régional. L'historien s'appuie sur les travaux théoriques en Chine pour détailler la version chinoise, fondée sur les concepts de « communauté humaine sous le ciel » (*tianxia*) et de rationalité relationnelle (*guanxi lixing*)¹¹. Il en résulte un souci de hiérarchie et harmonie, loin de la configuration occidentale autour de la coercition et l'exploitation.

Cependant, après les expériences britanniques et japonaises, il n'est pas évident que Singapour soit disposée à subir une nouvelle « hégémonie », fût-elle « bienveillante ». Une autre option consisterait à considérer les deux pays comme étant politiquement proches : l'un a opté pour l'autoritarisme – dictature civile, *personalistic* autour de Xi Jinping, selon la catégorie de Geddes –, l'autre pour la « démocratie illibérale », sous-catégorie des *flawed*

8. Alan Chong, « Singapore Engages China's Belt and Road Initiative: The Pitfalls and Promises of Soft Strategies », *China's BRI and ASEAN*, NIDS Joint Research Series 17, 2019, p. 43-74.

9. Désigné comme successeur officiel au poste de Premier ministre, il a finalement renoncé à l'idée d'exercer ces fonctions en avril 2021. Plusieurs erreurs de parcours lui auront été fatales, dont son mauvais score aux dernières élections.

10. Robert Kagan, « The Benevolent Empire », *Foreign Policy*, été 1998.

11. François Gipouloux, « La Chine : un hégémon bienveillant », *Commentaire*, 171, automne 2020, p. 557 et 560.

ou *defective democracies* de Wolfgang Merkel¹², avec un parti « dominant » ; à lire Carothers, il ne serait pas ici question de transition vers la démocratie. Néanmoins, ce dernier point est de plus en plus discuté à Singapour.

Finalement, deux grilles d'analyse se révéleraient plus pertinentes. D'une part, Singapour est un micro-État¹³. Quand l'Indonésie s'étend d'ouest en est sur une distance comparable à celle entre Dublin et Téhéran, joindre les deux bouts de Singapour revient à rallier le sud de Lyon depuis Saint-Étienne. Une fois ôtés les résidents permanents et les travailleurs immigrés, la population se limite à 3,52 millions d'habitants (contre 5,69 millions au total). Aussi est-ce pour cette raison que le gouvernement a longtemps exagéré l'idée de la vulnérabilité¹⁴ afin de justifier dépenses militaires, opérations policières et arsenal pénal ultra-répressif.

D'un point de vue diplomatique, sitôt l'indépendance subie en 1965, après la séparation de la Malaisie, et une fois ses larmes séchées, Lee Kuan Yew a milité pour multiplier les amitiés outre-mer. Dans un premier temps, il s'est qualifié d'ailleurs de « sud-est asiatique », et non de « chinois », pour éviter une posture de potentiel « assiégé » comparable à Israël. D'autre part, une vision plus dynamique permettrait d'embrasser l'ensemble de cette relation. À lire Stein Rokkan (1921-1979), il conviendrait d'insister sur la construction de ce jeune État, tout juste quinquagénaire. Selon la grille de lecture du politologue norvégien, cette construction passerait par plusieurs phases. La première consisterait en la définition de frontières précises et d'un territoire propre, en gérant la relation entre le centre et la périphérie

12. Wolfgang Merkel, « Embedded and defective democracies », *Democratization*, 11:5, 2004, p. 3-42.

13. Delphine Allès, « L'identité de petit État sans la condition de faible puissance ? Le répertoire d'action multilatérale de Singapour », *Critique internationale*, 71, 2016/2, p. 39-54.

14. Voir cet ouvrage édité entre autres par le Dr Thum Ping Tjin (ou « PJ ») et la société Ethos Book, en pointe sur le débat historique à Singapour : Loh Kah Seng, Thum Ping Tjin, Jack Meng-Tat Chia (dir.), *Living with Myths in Singapore*, Singapour, Ethos Book, 326 p. Entretiens à Singapour avec « PJ » en 2017 et avec l'éditeur Fong Hoe Fang en 2018.

chinoise du continent (*penetration*). Suivrait alors un processus de construction nationale (*standardisation*), par le biais d'une identité propre, donc multiculturelle¹⁵.

En résumé – et c'est l'hypothèse ici défendue –, s'il existe des similitudes et des domaines dans lesquels les pays semblent en phase, ce serait davantage en raison de traditions et valeurs communes. Pour le reste, impossible d'aligner Singapour sur un cadre normatif strictement chinois. Le pays poursuit de façon autonome et mûrit son cheminement sociopolitique.

Afin de nous en assurer, nous éclairerons les moyens mis en œuvre par Pékin pour tenter d'influer ou peser sur les destinées nationales, avec un agenda possiblement « hégémonique » et plus ou moins « bienveillant » (I). Suivront des nuances au travers de deux études de cas : la gestion de la Covid et l'installation de la 5G. Ces dernières analyses se prolongeront dans les moyen et long termes. Aidée par le contexte régional et international, Singapour se préparerait à s'affranchir de l'idée même d'une hypothétique tutelle culturelle, identitaire, donc diplomatique – avant même que celle-ci n'existe dans les faits (II).

15. Voir les travaux de Stein Rokkan sur la formation de l'État moderne ; les deux dernières étapes, en germe à Singapour, impliquent élites politiques et hautes classes sociales ; elles renvoient aux *Mass democracies (equalization)* et aux *Welfare states (redistribution)*.



La Bank of China (BOC), fondée en 1912, a ouvert sa branche singapourienne en 1936, au cœur du Central Business District ; en 1950, cette agence a décidé de rallier le camp des vainqueurs communistes. Dans les années 2000, BOC a pris des parts dans le secteur aéronautique singapourien tandis que la Monetary Authority of Singapore (MAS) s'ingérait dans les performances des directeurs de l'antenne locale. Toutefois, ces volets financiers et commerciaux ne représentent qu'un des aspects de l'influence chinoise à Singapour (© Éric Frécon, 2021).

I. VECTEURS DE L'INFLUENCE CHINOISE DANS LE CHAMP SÉCURITAIRE SINGAPOURIEN

Singapour n'échappe pas à la lutte d'influence entre les États-Unis et la Chine. Comme ailleurs en Asie du Sud-Est, les efforts de ces deux grandes puissances se manifestent sur des terrains différents : essentiellement militaires pour Washington et davantage économiques ou culturels pour Pékin.

UNE INFLUENCE OCCIDENTALE INCONTOURNABLE DANS LES INSTALLATIONS MILITAIRES

Depuis la signature d'un *Memorandum of Understanding* entre Lee Kuan Yew et le vice-président Dan Quayle en 1990, alors que le Singapourien était déjà très proche de son ami Henry Kissinger, Singapour apparaît comme un fidèle allié des États-Unis. Sans reprendre le terme officiel de « base », pour ne pas susciter d'attentats - ou ne pas froisser Pékin ? -, les preuves de la présence américaine sont légion. La base navale de Changi a été creusée pour pouvoir accueillir des porte-avions de l'US Navy. La base aérienne de Paya Lebar accueille la 497th Combat Training Squadron de l'US Air Force ; c'est là que Donald Trump a atterri avant de rencontrer Kim Jong-un à Sentosa en 2018. Les installations vers le port de Sembawang abritent les bureaux du soutien logistique à la VII^e flotte de l'INDOPACOM. En 2012, les deux pays se sont entendus pour permettre le déploiement à Singapour de *Littoral Combat Ships*, jusqu'au nombre de quatre, sur le principe de la rotation. Des avions de patrouille maritimes *Boeing P-8 Poseidon* ont eux aussi été déployés, à la fin des années 2010, sur l'île-État, au cœur du détroit de Malacca et non loin de la mer de Chine du Sud. Enfin, en septembre 2019, l'accord de défense bilatéral de 1990 a été renouvelé. Il est vrai que Pékin a suivi de près et a conclu à son tour un accord de défense « amélioré » (*enhanced*) avec Singapour juste un mois plus tard. Mais l'habituel mouvement de balancier diplomatique était trompeur.

Le contenu du document négocié avec Washington se révélait bien plus détaillé et approfondi que celui discuté avec Pékin, finalement très superficiel et limité au minimum : quelques exercices¹ en commun et des formations de personnels.

En retour, Singapour n'a pas manqué d'apporter son soutien aux opérations américaines, qu'il s'agisse de l'Afghanistan ou de la guerre mondiale contre le terrorisme. Celle-ci a pu n'être qu'un prétexte pour contrôler au mieux les archipels insulindiens. C'est ainsi qu'il faut comprendre la demande de l'amiral Fargo en 2004 d'envoyer des *marines* patrouiller le long du détroit de Malacca dans le cadre de la lutte antiterroriste. En réalité, il s'agissait de contrôler l'artère jugulaire du commerce nord-est asiatique – en écho au « dilemme de Malacca » tel que décrit par Hu Jintao un an plus tôt. Or, Singapour a su relayer la crainte du terrorisme maritime, notamment à partir d'hypothétiques connexions entre pirates et terroristes².

À ce lien fort avec Washington s'ajoute celui avec Londres, qui y avait bâti sa plus grande base navale outre-mer. Pour preuve, Churchill avait été effondré par la perte de cette « Venise orientale » en 1942 : « le pire désastre et la plus grande [*largest*] capitulation de l'histoire britannique ». Aujourd'hui, les contacts demeurent, notamment dans le cadre du FPDA (*Five Power Defence Arrangements*)³, dont on célèbre le cinquantenaire en 2021, et même si la Royal Navy songe plutôt à utiliser les bases japonaises comme escales techniques dans le cadre de l'envoi sur zone de leur porte-aéronefs. Londres peut également compter sur la British Defence Singapore Support Unit (BDSSU), à Sembawang. Cette unité compte une trentaine de personnes. Elle officie pour les bâtiments de l'US Navy autant que du FPDA,

1. Signalons par exemple l'exercice bilatéral conduit dans la zone la plus sensible de la région, en mer de Chine méridionale : Guo Yuandan, « China and Singapore conduct joint naval exercise in South China Sea to 'address risks' », *The Global Times*, 25 février 2021.

2. Parmi d'autres, voir par exemple : Michael Richardson, *A Time Bomb for Global Trade: Maritime-related Terrorism in an Age of Weapons of Mass Destruction*, Singapour, ISEAS, 2004, 157 p. Voir aussi : Éric Frécon, *Chez les pirates d'Indonésie*, Paris, Fayard, 2011, 384 p.

3. Avec l'Australie, la Malaisie et la Nouvelle-Zélande.

soit environ 120 navires ces cinq dernières années. Héritage colonial : notons aussi que des Britanniques commandent les bataillons de Gurkhas (népalais), à savoir la « garde suisse » garante de la sécurité des dirigeants et supposée impartiale dans ce pays multiculturel.

Enfin, les attaches « occidentales » se retrouvent dans le *soft power* (événements artistiques, manifestations sportives, expositions), dans les communautés des expatriés, dans les antennes universitaires (ESSEC, INSEAD, Yale, etc.) et dans le nombre de multinationales qui y ont établi leurs sièges régionaux. Parmi elles, les plus symptomatiques comme Google et Facebook y recrutent, s'y développent et y opèrent sur l'Asie-Pacifique. Toutes s'appuient sur la réputation de forteresse et de stabilité de Singapour.

Ces divers éléments ancrent automatiquement Singapour au plus près des États-Unis quand il s'agit de *continuum* diplomatique. Les Américains voient le pays comme un allié fiable et traditionnel. Pourtant, c'est méconnaître tout un autre pan des amarres internationales du micro-État. Plus discrètement, Singapour soigne sa relation avec Pékin.

LA CHINE SUR TOUS LES AUTRES FRONTS

Grâce à de nombreux leviers, la Chine parvient à maintenir un lien solide avec Singapour. Les canaux d'échanges ou d'influence sont nombreux et font de Pékin un acteur central.

Connexions personnelles

Il y a d'abord les liens personnels, dans la lignée de ceux entretenus par Lee Kuan Yew. Celui qui se faisait appeler « Harry » quand il étudiait le droit à Cambridge a redécouvert ses racines chinoises dans les années 1990. Il a perfectionné son mandarin sur le tard, après avoir interdit les dialectes à Singapour. On le voyait souvent vêtu d'une veste bleue chinoise et poser avec une statue de Confucius à ses côtés.



Lee Kuan Yew avec Hillary Clinton (novembre 2012).

Ce chantre des « valeurs asiatiques » est devenu par ailleurs conseiller à l'ombre de la Cité interdite. Déjà en 1985, Dr Goh Keng Swee (1918-2010), ancien vice-Premier ministre, père de l'armée singapourienne, ministre des Finances et à l'origine du Jurong Industrial Estate, avait lui aussi conseillé les Chinois dans le développement économique de leurs côtes orientales.

Longtemps, Teo Chee Hean (né en 1954) a entretenu la flamme. Il a été le co-président du Joint Council for Bilateral Cooperation – la traduction annuelle des relations diplomatiques entre les deux pays. Teo Chee Hean est un personnage incontournable du système singapourien. Ministre de la Défense de 2003 à 2011 puis de l'Intérieur de 2011 à 2015, cet ancien chef d'état-major de la marine a ensuite été l'un des deux DPM aux côtés de Lee Hsien Loong (né en 1952). À présent, il veille encore aux politiques sécuritaires à travers son poste de ministre-coordonateur pour la Sécurité nationale. À ce titre, son lien avec la Chine n'est pas à négliger.

À un rang moindre, l'actuel ambassadeur de Singapour à Pékin a été chef de la marine avant d'occuper des postes de poids dans

les cabinets de Lee Hsien Loong⁴. Il est donc plus qu'un simple diplomate. De façon moins formelle, Kishore Mahbubani alimente l'idée d'un choc entre une civilisation asiatique, centrée autour de la Chine, et une civilisation occidentale. Il n'est certes plus le doyen de la Lee Kuan Yew School Public Policy mais publie toujours, sur le même thème, inlassablement, comme en témoigne son dernier ouvrage⁵.

Connexions universitaires

À ces liens, soutiens ou relais personnels, s'ajoutent ceux de nature universitaire. Ils sont incarnés par l'histoire de la NTU (Nanyang Technological University). Le terme *Nanyang* lui-même lie le Yunnan aux pays de la péninsule indochinoise, jusqu'à la Malaisie et Singapour. Il est très populaire parmi la diaspora mais aussi utilisé en ce sens par la presse chinoise.

NTU occupe le campus de l'ancienne Nanyang University, fondée en 1955 et dont la fusion avec l'University of Singapore en 1980, pour créer NUS (National University of Singapore) a suscité la controverse à cause de la dilution de l'identité chinoise. L'objectif était d'en finir avec la sinisation des cursus universitaires. Cela a été un virage après le milieu des années 1950 et l'aide apportée par le jeune avocat Lee Kuan Yew, dès son retour de Cambridge, aux émeutiers chinois séduits par la Chine et son communisme. Nanyang University, foyer de manifestations, avait d'ailleurs été bâtie loin du centre pour éviter tout débordement en cas de contestation étudiante. Encore aujourd'hui, aucun forum ou agora n'existe sur le campus afin de dissuader tout rassemblement. Seul le Chinese Heritage, d'ailleurs rénové et ancien bâtiment administratif de la Nanyang University, rattacherait le campus à ses racines.

4. Notamment comme ministre des Transports ; les problèmes dans le métro – sujet sensible à Singapour – ont finalement eu raison de sa carrière politique.

5. Kishore Mahbubani, *Has China Won? The Chinese Challenge to American Primacy*, Paris, Public Affairs, 2020, 320 p.

Toutefois, dans une étude australienne publiée en 2018, NTU apparaissait comme l'université où étaient copubliés le plus au monde d'articles associant chercheurs et officiers de l'Armée de libération nationale⁶. Sur le campus, deux établissements illustrent particulièrement cette connexion chinoise toujours prégnante.

L'université a tout d'abord conclu en 2018 un partenariat avec le bureau chinois du Chinese Language Council International pour accueillir le plus important Institut Confucius d'Asie du Sud-Est : le CI-NTU. Cette initiative prolonge la campagne *Speak Mandarin* lancée par le gouvernement dès les années 1970 et maintes fois renouvelée depuis lors.

Le Nanyang Centre for Public Administration (NCPA), ensuite, incarne cette offre de formation singapourienne auprès des fonctionnaires asiatiques en général et chinois en particulier. Le centre prolonge et concrétise les premières discussions entre Lee Kuan Yew et Deng Xiaoping. Il apparaît au premier abord que la bannière officielle est bilingue. Trois des six programmes se font en chinois, toujours autour des questions de gouvernance publique et d'administration : Master of Public Administration (Executive MPA Programme), Master of Science (Managerial Economics & Executive MME Programme) et Master of Science (Managerial Economics). Il existe aussi des Executive Development Programmes : depuis 1992, 17 000 fonctionnaires chinois en ont profité (et 1 000 Sud-Est asiatiques depuis 2011). S'agissant de la recherche, elle est axée autour de six thèmes : Asia Governance and Public Administration ; *Belt and Road Initiative* ; Social Management ; et Transnational Knowledge Transfer and Dynamic Governance. Le centre est enfin validé par la China's State Administration for Foreign Experts Affairs. Il travaille entre autres avec les universités de Shanghai Jiaotong, Renmin et Sun-Yat Sen. La présence d'anciens ministres, ambassadeurs, hauts fonctionnaires et membres du parlement parmi

6. Alex Joske, *Picking flowers, making honey: The Chinese military's collaboration with foreign universities*, Canberra, ASPI, octobre 2018, p. 9.

les intervenants extérieurs achève de convaincre sur le caractère sensible de l'enseignement qui y est donné.

Les think tanks comme sas diplomatiques⁷

À l'heure du *soft power*, les think tanks deviennent des pièces essentielles, propices à une diplomatie hybride dans la nébuleuse des réunions *Track 2* (informelles, non officielles, au confluent de la recherche et de l'influence). Dans le dernier rapport de l'université de Pennsylvanie, en janvier 2020, Singapour plaçait le Singapore Institute of International Affairs (SIIA) et l'Institute of Defence and Strategic Studies (IDSS), au sein de la RSIS, respectivement aux 1^{re} et 3^e places dans la catégorie « *Top Think Tanks in South and Southeast Asia and the Pacific (excluding India)* ». Suivaient l'Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS) et l'East Asian Institute (EAI) aux 13^e et 14^e rangs⁸. Singapour peut certes compter sur l'attractivité de la cité-État auprès des chercheurs étrangers ainsi que sur des universités solides sur lesquelles s'adosser (le QS Asia University Rankings 2021 classait NUS et NTU, respectivement première et troisième meilleures universités asiatiques). Le gouvernement a conscience de cette richesse et consolide son emprise. Par exemple, le nouveau directeur de l'ISEAS est un ancien général de l'armée de terre, passé par le ministère des Transports.

Cette tutelle gouvernementale permet d'user de ces plateformes à des fins diplomatiques, parfaitement en phase avec le contexte chinois qui interdit tout affichage excessif. Des universitaires chinois sont alors invités et ont voix au chapitre.

À une autre échelle, les think tanks sont à la manœuvre pour les réunions non plus *Track 2* mais *Track 1.5* tenues à Singapour. Les Chinois jouent ainsi les premiers rôles lors du Shangri-La

7. Pierre Ferrebeuf, *Les think-tanks en Asie du Sud-Est*, Paris, Note d'actualité 13, Observatoire de l'Asie du Sud-Est, cycle 2018-2019, avril 2019, 13 p.

8. James G. McGann (ed.), *2020 Global Go To Think Tank Index Report*, University of Pennsylvania, 2021, https://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1019&context=think_tanks [consulté en août 2021].

Dialogue organisé par l'IISS-Asia. De même, la RSIS a monté durant trois années le SGD (Singapore Global Dialogue), auxquels ont participé de hauts responsables chinois comme Tang Jiaxuan, ancien ministre des Affaires étrangères. Elle organise également chaque année l'APPSMO (Asia Pacific Programmes for Senior Military Officers). Des officiers du rang de colonel, venus des quatre horizons, notamment de France et de Chine (cf. *infra*), y prennent part depuis 2004. Sur le même modèle, l'APPSNO (Asia-Pacific Programme for Senior National Security Officers) se tient chaque année depuis 2007⁹. Précisons qu'il existe des plateformes ou événements plus sensibles que d'autres. Le secrétaire d'État assistant pour les Affaires politico-militaires, l'Américain René Clarke Cooper, a averti ainsi en 2020 que la Chine profitait du bisannuel *Air Show* singapourien comme d'une « plateforme pour l'exploitation et le vol¹⁰ ». De façon générale, Singapour joue les entremetteurs (en phase avec l'ambition de jouer les *honest brokers* ou honnêtes intermédiaires¹¹) et sait offrir d'utiles moyens de communication aux officiels ou associés de RPC, sous divers formats.

Cette politique d'influence a été étalée au grand jour en 2017. Cette année-là, la Chine et Singapour entretiennent des rapports tendus (voir *supra*). Hasard ou coïncidence : les autorités singapouriennes ont décidé d'expulser Huang Jing, accusé d'être un « agent d'influence étrangère ». Ce professeur de la Lee Kuan Yew School of Public Policy (LKYSPP), né en Chine en 1956, avait soutenu une thèse à Harvard et était devenu citoyen américain. Cependant, à demi-mot, chacun a compris que c'était la Chine qui était en l'espèce visée et indirectement accusée. À croire qu'un seuil avait été franchi. L'affaire a connu un second volet

9. Sur ces programmes, voir le site officiel de la RSIS (onglet *network*) : https://www.rsis.edu.sg/alumni-networks/asia-pacific-programme-for-senior-military-officers-appsmo/#.X91C_BaR7IU [consulté en décembre 2020].

10. Mark Magnier, « US warns China about using Singapore air show as 'platform for exploitation and theft' », *The South China Morning Post*, 11 février 2020.

11. Daniel Chua, « The South China Sea Disputes: Singapore as an "Honest Broker" ? », *RSIS Commentaries*, 25 novembre 2014.

quand Dickson Yeo Jun Wei, son ancien doctorant, a été arrêté pour espionnage aux États-Unis en 2020. Il a été accusé de recruter des informateurs par le biais du réseau social professionnel LinkedIn¹². Ce cas n'a pas laissé indifférente la communauté de chercheurs singapouriens. Concomitamment, des tribunes ont relancé la question sur les véritables identités et intentions des collègues locaux ou pas.

Des médias au service de la diplomatie

Les connivences abondent entre le gouvernement et les médias – à commencer par le Singapore Press Holdings (SPH) et son navire-amiral, le *Straits Times* (fondé en 1845). Même en ne se limitant qu'aux dirigeants et à leurs carrières, au-delà des mêmes établissements scolaires fréquentés (Raffles Institution, Anglo-Chinese Junior College, etc.), les liens sont solides. Lee Boon Yang, à la tête du groupe SPH (et de Keppel Harbour), a derrière lui une longue carrière de ministre (de la Défense à la Communication, *via* l'Emploi, de 1991 à 2009). Cet ancien vétérinaire a été également député de 1988 à 2011. Avant lui, deux futurs présidents de la République ont occupé ce poste : S. R. Nathan (1982-1988) et Tony Tan (2005-2011). De même, l'ancien CEO, Alan Chan a été l'un des derniers et proches assistants de Lee Kuan Yew. Il a été remplacé en 2017 par un ex-général sans aucune expérience dans les médias : Ng Yat Chung. Quant au rédacteur en chef, Warren Fernandez, il a été jugé en 2006 qu'il serait plus utile comme journaliste que comme député. Il est donc resté au *Straits Times*. Enfin, en mai 2021, Khaw Boon Wan (né en 1952), ancien dirigeant du PAP et ancien ministre

12. L'auteur a lui-même été approché par Dickson Yeo, entre autres pour une étude sur l'Union européenne, lors de l'été 2018. Il débutait ainsi son message : « Hello Professor, may we speak more? I'd like to commission you for brief writing projects. » Aucune suite n'a été donnée à ces échanges. Les messages et le compte de Dickson Yeo ont été supprimés aussitôt l'affaire révélée au grand jour. Voir entre autres : Hariz Baharudin, « Dickson Yeo had approached various people in Singapore, applied for government jobs to get info: ISD », *The Straits Times*, 15 juin 2021.

puis ministre-coordonateur en charge des Infrastructures, a été nommé à la tête d'une structure inédite chargée de superviser le nouveau statut du groupe SPH. Cet extrait de WikiLeaks, qui reprend les propos du chef du bureau de Washington, finit de peindre le tableau : « *editors have all been groomed as pro-government supporters and are careful to ensure that reporting of local events adheres closely to the official line* » – sans parler des habituels appels téléphoniques des ministres à la rédaction¹³.

Fort de ces éléments, les pages du *Straits Times* en particulier apparaissent comme un des nombreux vecteurs diplomatiques dont sait jouer le gouvernement. Il n'est donc pas anodin de relever que le quotidien a dépeint les manifestations de 2020 à Hong Kong comme des « émeutes » (*riots*), alimentant ainsi l'appel à plus de sécurité dans l'ancienne colonie britannique¹⁴. De plus, pour commenter ces événements, plusieurs articles ont sollicité l'avis de Lau Siu Kai, vice-président de la Chinese Association of Hong Kong and Macau Studies. Cette association, basée à Pékin, se distingue de la britannique Hong Kong Studies Association ou encore de la Society for Hong Kong Studies, basée à Hong Kong et où sont inscrits de brillants chercheurs étrangers. Lau Siu Kai, sociologue originaire de Hong Kong et titulaire d'un doctorat de l'université du Minnesota, a été nommé en 2003 délégué de la Chinese People's Political Consultative Conference. En mars 2020, une de ses tribunes pouvait être interprétée comme une critique de Pékin à l'égard de la gestion par le gouvernement local des manifestations : était-ce une préfiguration de la loi de sécurité nationale, adoptée trois mois plus tard ?

À propos de la Chine en tant que telle, il a été remarqué plusieurs tribunes de Zhou Bo, présenté comme *honorary fellow* au sein du Centre of China-American Defence Relations de

13. Extraits de *Wikileaks* disponibles *via* : « WikiLeaks: Significant gov't pressure put on ST editors », *Yahoo! News*, 2 septembre 2011, <https://sg.news.yahoo.com/blogs/singaporescene/wikileaks-significant-gov-t-pressure-put-st-editors-095630064.html> [consulté en décembre 2020].

14. À ce sujet et à propos des comparaisons Hong Kong-Singapour, entretiens en octobre-novembre 2020 avec une journaliste singapourienne.

l'Académie des sciences militaires de l'Armée populaire de libération et directeur du Center for Security Cooperation au sein du Bureau de la coopération militaire internationale du ministère de la Défense nationale¹⁵. Comme dans les universités et les think tanks, les médias servent de facilitateurs ou d'amplificateurs à la pensée chinoise en anglais.

Néanmoins, cette mécanique peut montrer ses limites au grand jour. C'est ainsi qu'il faut comprendre le *post* de Tommy Koh à la suite de son entretien pour l'article célébrant le trentième anniversaire des relations diplomatiques bilatérales qu'il a contribuées à installer. Tout en retenue, presque malicieusement, il a remercié la journaliste de l'interview, non sans regretter sur Facebook que certains éléments n'aient pas été retenus dans la version finale. Il songeait à sa remarque à propos des crises de 2004 et 2016-2017 : « Singapour a été la victime du comportement déraisonnable (*unreasonable*) de la Chine. » « L'auteur [de l'article, Goh Sui Noi] a omis de citer ma déclaration selon laquelle [...] Singapour est peut-être un petit pays mais il n'a pas à être intimidé (*bullied*) ».

De plus, le quotidien sinophone *Lianhe Zaobao* (早报) paraît certes à 200 000 exemplaires chaque jour (pour environ 620 000 lecteurs quotidiens). Cinq millions de pages seraient vues, notamment en Chine populaire. Toutefois, les programmes chinois, même acquis auprès de Taïwanais pro-Pékin, peinent à trouver leur public auprès des plus jeunes.

Diplomatie économique

Les liens commerciaux ou financiers peuvent évidemment être l'occasion d'influences ou pressions directes. Mais le monde des affaires peut aussi donner lieu à d'autres modes de communication, par exemple par le biais d'associations ou chambres de commerce, avec à l'esprit le transfert de normes et de pratiques.

15. William Choong, « Beware China's 'Barbarian Handlers' », *The Diplomat*, 11 février 2020.

La Chine et Singapour sont liées par un accord de libre-échange depuis 2008¹⁶. Moins connues sont les connexions de la cité-État avec la BRI (*Belt and Road Initiative*). En froid en 2016-2017, le Premier ministre singapourien n'avait pas été invité lors du premier forum de la BRI ; il a été en revanche présent lors du second. Il faut dire que Singapour ouvre ses banques aux investissements chinois en transit. La Bank of China est très présente entre Pasir Ris et Boon Lay depuis 1936, bien avant les relations diplomatiques formelles avec la RPC. Mais c'est essentiellement la Standard Chartered qui s'est récemment et ouvertement félicitée de ce rôle de *hub* financier¹⁷. La Chine cherche à bénéficier de la bonne réputation des établissements bancaires, ravis quant à eux de ce marché financier, à la différence d'autres pays moins enclins à ce type d'affaires¹⁸.

Dans un de ses derniers articles, le chercheur singapourien Alan Chong détaille deux cas parmi d'autres : les financements d'infrastructures au Kazakhstan et l'implication dans la *Chongqing Connectivity Initiative* (CCI), en Chine. Il rapporte aussi les propos du ministre du Commerce et de l'Industrie selon qui un tiers des investissements chinois vers l'étranger transitaient (en 2018) par Singapour. De même, deux tiers des projets de la BRI en ASEAN auraient été montés financièrement par des équipes singapouriennes. Pour le CEO de Standard Chartered : « *Singapore served as the financial resource pool cum magnet for companies engaged anywhere in the BRI.* »

En parallèle, Singapour est impliquée dans de nombreux parcs industriels chinois : Suzhou Industrial Park, Wuxi Industrial Park, Jilin Food Zone, Tianjin Eco-City et Guangzhou Knowledge City. Le pays participe aussi aux efforts en termes de connectivité. D'une part, la cité-État se positionne sur les

16. Preuve du fort lobbying chinois, les négociations avaient un temps été menacées à la suite de la visite non officielle de Lee Hsien Loong à Taïwan, peu avant qu'il ne prêtât serment en tant que Premier ministre, en 2004.

17. Alan Chong, « Singapore Engages China's Belt and Road Initiative », *op. cit.* Entretien à Singapour en octobre 2020.

18. Entretien informel avec Huanhuan Zheng, *associate professor* à la Lee Kuan Yew School of Public Policy (Singapour) en novembre 2020.

routes terrestres, en cas de blocage du détroit de Malacca. Avec CapitaLand, Surbana Jurong et les Chinois de Zhejiang Communication Investment Real Estate Group, la cité-État prend part à la construction des logements le long de ces prochaines artères commerciales. D'autre part, les Singapouriens de Pacific International Lines et PSA International veillent à ouvrir de nouveaux terminaux portuaires, en particulier au sud de la Chine, au Guanxi. L'objectif est de faciliter la desserte de l'arrière-pays et de ne plus dépendre que du Yangtze, au nord. Le port de Singapour devrait en bénéficier par voie de conséquence, du fait du trafic maritime généré. Pour commencer, les investisseurs singapouriens ont jeté leur dévolu sur le port de containers de Qinzhou dans le golfe du Tonkin, jusqu'alors sous-utilisé. Dans le cadre du Southern Transport Corridor, rebaptisé International Land-Sea Trade Corridor, le trafic y a triplé lors des trois premiers trimestres 2020 et des fruits de l'ouest de la Chine ont été acheminés vers Singapour en seulement trois semaines ; ils ont d'ailleurs tendance à supplanter ceux de Malaisie dans les supermarchés.

En arrière-plan, la Singapore Chinese Chamber of Commerce and Industry (SCCCI), créée en 1906 par la communauté chinoise de Singapour, vise à accompagner les mises en relations à travers la communauté chinoise au sens large. Elle est par exemple à l'origine de la World Chinese Entrepreneurs Convention et du World Chinese Business Network, dont la genèse remonte à une idée de Lee Kuan Yew soumise à Hong Kong en 1993¹⁹. En revanche, d'autres initiatives ont des visées plus bilatérales et étatiques. En plus des liens personnels ou officiels déjà évoqués (comme le Joint Council for Bilateral Cooperation), Business China, bien que présenté comme une ONG, met en avant les chefs d'État ou de gouvernement. Elle fait explicitement état d'une « plus étroite collaboration avec la Chine » parmi ses objectifs, tout en cherchant à développer l'intérêt des plus jeunes pour la RPC. Cette structure organise chaque année le FutureChina Global Forum (FCGF) afin de consolider les liens d'affaires. Il s'agit donc d'une

19. Site officiel : www.wcbn.com.sg [consulté en décembre 2020].

tête de pont classique dans l'arsenal des vecteurs d'influence. Le soutien fort et explicite reçu de la part de Lee Kuan Yew s'inscrit dans la logique des liens tissés.

Ingérence et propagande

Si les structures commerciales constituent des points d'ancrage habituels, les interférences de nature idéologique sont moins courantes et plus délicates à manier. Pékin ne s'est pas interdit d'y recourir, par le biais de démarches officielles. Preuve des efforts et intentions de la RPC, l'Overseas Chinese Affairs Office a été placé en 2018 sous la tutelle de l'United Front Work Department. Tandis que le premier a organisé ces dernières années des camps (*roots-seeking camps*) à l'attention des Chinois de Singapour (avec cours de typographie, de *tai-chi*, et visite des villages d'aïeuls)²⁰, le second a maintenu le contact direct, par téléphone, avec des Singapouriens²¹. De nombreux voyages sont organisés, vers et depuis la Chine, pour consolider les liens. Des associations claniques sont à la manœuvre : la Teochew Poit Ip Clan Association en particulier et la Singapore Federation of Chinese Clan Associations en général. Il a fallu une tribune de l'ambassadeur chinois à Singapour – dans le *Straits Times* (voir *supra*) – pour calmer les premières alertes de Singapouriens inquiets²².

En 2020, à l'occasion d'une exposition virtuelle organisée par le média singapourien sinophone *Lianhe Zaobao* à partir de l'ouvrage en chinois *In The Founders' Footsteps – 30 years Of Singapore-China Diplomatic Relations*²³, le vice-ministre des Affaires

20. Exemple de camp (en chinois) : <http://huayuanassociation.com/zh/1495-2/> [consulté en décembre 2020].

21. Amy Qin, « Worries Grow in Singapore Over China's Calls to Help 'Motherland' », *The New York Times*, 5 mai 2018.

22. Hong Xiaoyong, « China does not manipulate other countries, says envoy », *The Straits Times*, 12 juillet 2018.

23. Lee Huay Leng, *In The Founders' Footsteps – 30 years Of Singapore-China Diplomatic Relations*, Singapour, Lianhe Zaobao-ThinkChina, 2020. Lee Huay Len est la responsable des médias sinophones au sein du groupe de presse national SPH ; *ThinkChina* est un magazine également publié par SPH, toujours sur la Chine, mais en anglais.

étrangères chinoises, le professeur He Yasafei, ne s'embarrassait d'aucun masque :

*That security framework should not be purely based on military alliances ... but should be based more, or rather, on collective and cooperative security. [... The strategy of getting] economically close to China but relying on the US for protection is a bad choice and not going to work for this region. [...] We shouldn't use alliances that are left over from history to target China or other countries. This will create complications. We need to leave alliances behind to build a security framework for the region*²⁴.

Sur Internet et de façon détournée – ou plus exactement en contact direct avec la population –, des témoignages ont rapporté des tentatives de radicalisation prochinoise, comme il en existe dans d'autres sphères politico-religieuses. Avec cette matière de nature « cyber », la prudence est naturellement de mise. Néanmoins, rapportons en tout dernier lieu ces témoignages jugés crédibles par des Singapouriens et spécialistes des questions chinoises :

*I write this from a point of fear and exasperation. My life at home revolves around avoiding and fearing my dad. But in the last year or so he has gained a new habit that scares and triggers me. Every night (and every morning + afternoon since WFH [work from home ou travail à domicile] started), he plays a series of videos about China. They are usually either videos with robot voices, or videos with a human talking angrily. (Added: Most videos are in Mandarin, and some are in American English.)*²⁵.

Si on le considère fiable, le récit est intéressant puisqu'il détaille à la fois les objectifs ou points d'attention prioritaires :

- *China is a lion, that is only sleeping right now.*
- *The islands in the South China sea are China's, because China got them first in a past dynasty. All other countries opposing China are flawed, barbaric, have violent histories, etc. and they should be asha-*

24. Il s'en est suivi des commentaires sur Twitter, par exemple : <https://twitter.com/sehof/status/1334681542157746177> [consulté en décembre 2020].

25. Pour cette citation et celles qui suivent, voir https://www.reddit.com/r/singapore/comments/hw12do/my_dad_has_been_selfradicalising_every_night_with/ [consulté en décembre 2020].

med; or they used to be under the barbaric rule of the west, and so should side with China instead

- Back when the Hong Kong courts overturned the mask ban last year, one video said about the judges involved: "Foreigners are not Chinese, they don't have Chinese blood, that's why they don't care about China"

... ainsi que les moyens employés, classiques en termes de propagande ou marketing politique :

- If I don't pay attention, all I hear is 中国的 (China's) and 美国的 (America's) on loop;

- Spouting conspiracy theories about SARS and COVID being a western weapon targeting Asian races/genes and leaving non-Asian races unaffected. He could not believe it when the first Germans were reported to have contracted COVID. (Edits for clarification);

- Using "angmoh" [Occidentaux en Singlish – argot ou dialecte singapourien] as an actual slur against any European/Australian/American white people;

- Gloating that more angmohs are dying from COVID, meaning they are inferior to the Chinese;

- Joking about invading the US because they seem weak right now.

Selon le fils de cet homme radicalisé :

all this began when our Chinese TV channels started showing mainly shows from China, and removed most shows from Taiwan. He got interested in watching those shows online, and got steadily into angrier-sounding videos via recommendations.

D'autres expériences semblables ont été rapportées dans les commentaires ; entre autres :

- My dad has also been watching those videos at top volume at night with the generated robot voices. I suppose they share them in their whatsapp group

- My dad's one of them too, we've gotten into huge arguments where he's accused me of being pro-US.

- Me too lol, he has been watching primarily CCTV almost everyday now.

Il serait inconvenant de développer davantage. De façon plus générale, malgré les apparences, les points d'accroches chinois à Singapour sont nombreux – héritages d'une histoire ou fascination commune. Des enquêtes et sondages de l'ISEAS (auprès des

élites) ainsi que du Pew Research Center sont venus le confirmer ; selon le Pew Research Center et parmi les 17 États interrogés, les Singapouriens auraient l'opinion la plus favorable de la Chine (64 % contre, par exemple, 10 et 22 % au Japon et en Corée du Sud). De même, 70 % des Singapouriens auraient confiance en Xi – sans qu'il ne s'agisse que des élites, quant à elles beaucoup plus critiques. Singapour se situe ainsi aux antipodes des 77 % des personnes interrogées qui, en moyenne, n'auraient pas confiance dans le dirigeant chinois. Avec les Grecs, les Singapouriens seraient les seuls à porter une plus grande estime à Pékin que Washington²⁶.

Le résultat de cette tentative d'influence multiformes n'est néanmoins pas à la hauteur des efforts fournis. Les premières impressions, renforcées par le vieillissement de la population²⁷ (et des départs à la retraite en Chine plus qu'en Malaisie, par exemple, au plus près des racines familiales), ne doivent pas éclipser le mouvement de fond qui se confirme dans la cité-État à plus long terme et après des signes de défiance en réalité jamais totalement absents.

26. ASEAN Studies Centre, *The State of Southeast Asia: 2021 Survey Report*, Singapour, ISEAS-Yusof Ishak Institute, février 2021, 55 p. ; Laura Silver, « China's international image remains broadly negative as views of the U.S. rebound », Pew Research Center, 30 juin 2021.

27. Les résultats du recensement 2020 ont été dévoilés le 16 juin 2021. Il apparaît que la population de célibataires a augmenté depuis 2010. Chez les Chinois de 40-49 ans, 17,4 % des hommes et 18,6 % des femmes vivent seuls (contre respectivement 15 et 9,2 % chez les Malais et 6,2 et 6,3 % chez les Indiens). À noter que la pertinence de statistiques ethniques a, pour l'une des premières fois, été ouvertement questionnée lors de la conférence de presse ministérielle (Cheryl Lin, « Slowest population growth in Singapore since independence: Census 2020 », *Channel News Asia*, 16 juin 2021).

II. INFLUENCES CHINOISES NON IRRÉVERSIBLES DANS LES STRUCTURES SÉCURITAIRES SINGAPOURIENNES

En politique intérieure, sur le plan du droit public et pénal, Singapour a longtemps présenté plus de points communs avec la RPC qu'avec Hong Kong ou les États-Unis. Les liens bilatéraux semblaient solides entre Pékin et Singapour – et plus hésitant avec Hong Kong, colonie britannique jusqu'en 1997. Toutefois, les courbes tendent à s'inverser, malgré la volonté des habitants à Hong Kong, et n'en déplaise aux hiérarques du PAP (People's Action Party), à Singapour.

Tableau 1
Classements comparés en matière de démocratisation (2015-2020)¹

	Freedom House (2020)	EIU Democracy Index (2019)	Classement RSF (2021)	Polity IV Project (2015)
RPC	10 / <i>not free</i>	153	<u>177</u>	<u>-8 / autocracy</u>
Singapour	50 / <i>partly free</i>	75	<u>160</u>	<u>2 / open anocracy</u>
Hong Kong	50 / <i>partly free</i>	75	80	-
États-Unis	86 / <i>free</i>	25	44	10 / <i>full democracy</i>

1. Il s'agit ici des principaux indicateurs retenus en politique comparée, en plus du classement RSF déjà évoqué ; voir les sites officiels respectifs : <https://freedomhouse.org/countries/freedom-world/scores>, <https://www.eiu.com/topic/democracy-index>, <https://www.systemicpeace.org/polity/polity4.htm> [consultés en décembre 2020].

PRISES DE DISTANCE SINGAPOURIENNES : DEUX ÉTUDES DE CAS

À deux reprises, Singapour a semblé prendre le contre-pied de l'influence chinoise.

Covid-19²

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie, Singapour était attendue au tournant. Or, le pays ne s'est pas reposé exclusivement sur la solution chinoise, tandis que des voisins comme l'Indonésie se sont trouvés au cœur de la « diplomatie du vaccin » lancée par Pékin et relayée par Luhut notamment. En juin 2021, en dépit d'une timide ouverture, le Sinovac demeurerait « *unregistered* » et « *not authorised by the Health Sciences Authority (HSA) for use under the Pandemic Special Access Route* »³.

De plus, si l'appel à la délation a trouvé en l'espèce un nouveau souffle, il n'a pas débouché sur un état de psychose nationale. Le gouvernement, dans un premier temps, n'a pas voulu obliger le téléchargement d'applications de suivi, même s'il a dû ensuite prendre des dispositions qui, de fait, revenaient au même. Il s'est évertué à expliquer que les jetons (*tokens*)-traçeurs, distribués à la population pour éviter les contacts et l'éventuelle diffusion du virus, ne contenaient pas de GPS.

Quant au confinement (*lockdown*), il a été aménagé et rebaptisé *circuit-breaker* pour ne pas effrayer la population ou créer un sentiment de panique. Bien que le traçage ait été en fin de compte complet et permanent, le gouvernement a au moins cherché à donner des gages pour ne pas apparaître aussi policier qu'à l'accoutumée. Fin 2020, autre signe des temps qui changent, il a même dû s'expliquer au parlement. Poussé dans ses retranchements, particulièrement par la société civile, il a revu la législation après des propos ambigus sur le possible

2. Plus de précisions dans Éric Frécon, « Quand la Covid-19 teste Singapour », *Outre-Terre*, 57, juillet 2020, p. 169-175.

3. Timothy Goh, « 24 private clinics to offer Sinovac's Covid-19 vaccine; fee per dose to range from \$10 to \$25 », *The Straits Times*, 16 juin 2021.

usage des données par la police, dans des cas finalement précisés.

5G et *big data*

Sur le dossier de la 5G, aussi, Singapour n'a pas tenté d'ouvrir plus grand la porte à Huawei. À nouveau, le gouvernement brouille les pistes. S'il est vrai que sur le marché national de la téléphonie, les mobiles chinois sont très prisés et que les files d'attente n'en finissent pas devant ses magasins ; s'il est un fait que Huawei a parrainé à grands frais le réveillon télévisé du 31 décembre 2019, avec interview d'un de ses dirigeants en direct de Marina Bay Sands ; il n'en demeure pas moins que le gouvernement a décidé de ne pas opter pour Huawei dans le cadre de la mise en place de la 5G.

Cette décision semble s'inscrire dans la lignée des dispositions américaines. Néanmoins, à y regarder de près, les partenariats choisis avec Nokia (Finlande) et Ericsson (Suède), pour les trois principaux opérateurs (Singtel et l'alliance Starhub-M1), préexistaient à la tension sino-américaine. De plus, Huawei a malgré tout conclu un accord avec un petit opérateur australien, nouveau venu à Singapour : TPG Telecom⁴.

À présent, l'attention se porte surtout sur l'installation de sociétés chinoises de *fin tech* (*financial technology*) ou de réseaux sociaux. Tencent et Alibaba y augmentent leurs forces en présence et le propriétaire de TikTok (ByteDance) prévoit d'y investir des millions afin de découpler les activités entre la Chine et au-dehors, dans un contexte singapourien stable et fiable. Toutes génèrent d'importantes données et véhiculent avec elles des technologies de traçage social. Comme pour la BRI, l'idée pour

4. Amalina Anuar, « 5G in Singapore - is the tide turning against Huawei? », *Today*, 13 août 2020, <https://www.todayonline.com/commentary/5g-singapore-tide-turning-against-huawei> [consulté en décembre 2020].

ces sociétés est de s'acheter une vertu à moindres frais en s'installant à Singapour⁵.

TikTok stocke aussi des données à Singapour si bien qu'à un moment donné, la crainte monte :

Although there is no evidence of a systematic expansion of China's social credit system beyond its borders, there is concern, as CSIS' Jim Lewis observes, that the Chinese may in time extra-territorialise their surveillance state, leveraging on global deployments of surveillance technology by companies such as Hikvision. [...] Should policymakers dismiss the risk, society may over the long-term be shaped by repeated application of messages that are near-subliminal. This may lead to the balkanisation of thinking across different groups who are exposed to particular media⁶.

Aussi les autorités ne restent-elles pas passives et s'interrogent, d'autant plus que Google et Facebook ont également installé leurs *data centres* à Singapour – par exemple dans le quartier de Jurong West s'agissant de Google. Dans un commentaire de la RSIS, Shashi Jayakumar en charge du CENS (Centre of Excellence for National Security) a tenu à rappeler qu'il n'était aucunement question de sacrifier la souveraineté ou la sécurité du pays à ces accords⁷. Le droit chinois ne s'applique pas aux données stockées à Singapour. De plus, des comités nationaux existent déjà. Ils veillent à la sécurité digitale et de l'information à Singapour. Les National Security Coordinating Committee et Security Policy Review Committee ont pour mission de contrôler la mise en place de ces implantations⁸.

Ainsi, qu'il s'agisse du front sanitaire ou cyber, la Chine n'apparaît ni comme la panacée, ni comme le partenaire unique et

5. Justin Harper, « Singapore becomes hub for Chinese tech amid US tensions », *BBC News*, 16 septembre 2020, <https://www.bbc.com/news/business-54172703> [consulté en décembre 2020].

6. Shashi Jayakumar, Manoj Harjani, « Between Byte and Bark: Singapore, US & Chinese Tech », *RSIS Commentaries*, 16 octobre 2020, <https://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/cens/between-byte-and-bark-singapore-us-chinese-tech/#.X6OqzICR7IX> [consulté en décembre 2020].

7. *Ibid.*

8. Notons ce passage de Facebook au PAP : <https://twitter.com/kylemalinda/status/1323300102652350464> [consulté en décembre 2020].

idéal. Singapour s'autorise à regarder ailleurs et à envisager d'autres pistes de travail, ce que confirment les dernières initiatives diplomatiques.

D'UNE RELATION ASYMÉTRIQUE À DES PARTENARIATS SYMÉTRIQUES

Que ce soit au sein du gouvernement, à sa marge ou même en dehors, il se confirme une prise de distance nette avec Pékin – et les États-Unis.

Vers un gouvernement non aligné

Certes, Singapour prône une diplomatie régionale inclusive et cherche à maintenir le dialogue avec Pékin, comme la France. Il est vrai que le pays s'est montré particulièrement discret lors du ballet de notes verbales et diplomatiques contre la Chine lors de cet été 2020, tandis que les déploiements permanents de *Littoral Combat Ships* (LCS) américains, comme initialement planifiés par l'accord de 2012, se font de plus en plus rares. Il en était prévu jusqu'à quatre par rotation et, finalement, cinq au total sont venus jeter l'ancre à Singapour (aucun en 2018), bien en deçà des plans. Plus récemment, aucun analyste n'est venu corroborer l'idée d'un établissement à Singapour de l'état-major de l'hypothétique prochaine première flotte américaine dans la région. Cette idée à d'ailleurs été démentie par les autorités singapouriennes et le chef de la marine américaine ne l'a plus évoquée ensuite.

Cependant, de tels mouvements ne signifient pas un rapprochement mécanique avec Pékin. Les derniers discours du Premier ministre sont explicites et cohérents depuis le Shangri-La Dialogue 2018, les sommets de l'ASEAN en cette même année ainsi que les sessions de 2019. Faute de grand-messe stratégique pour cause de Covid, Lee Hsien Loong s'est fendu d'un article tout aussi clair dans *Foreign Affairs* en juin 2020⁹. Ce texte

9. Lee Hsien Loong, « The Endangered Asian Century: America, China, and the Perils of Confrontation », *Foreign Affairs*, juillet-août 2020.

a d'ailleurs été salué par Tommy Koh, que l'on avait vu sans concession ni complexe vis-à-vis de Pékin (voir *supra*)¹⁰. Selon le Premier ministre, « l'idée d'une Asie au cœur du XXI^e siècle et en paix dépend grandement des deux grandes puissances, qui ont chacune des responsabilités autant que des privilèges dus à leur rang ». Le pire, à ses yeux, consisterait en une région divisée en deux sphères d'influence et dans l'obligation de choisir un camp, alors que les pays de la région cherchent à être en bons termes avec les deux rives du Pacifique. De plus, a-t-il surenchéri plus tard, un tel dilemme reposerait sur la fausse présomption que l'une des deux puissances peut prendre le dessus sur l'autre¹¹.

En ce qui concerne plus spécifiquement la Chine, Singapour avait eu l'occasion de monter au créneau en 2016-2017. La réponse de Pékin n'avait guère tardé. Premier acte fort en décembre 2016 : des véhicules blindés de transport de troupes Terrex avaient été confisqués lors d'une escale à Hong Kong, de retour d'un entraînement à Taïwan¹². Puis, une soudaine visite diplomatique du Premier ministre singapourien avait été sollicitée par Pékin en octobre 2017¹³. La communauté des affaires chinoises avait tâché

10. Post et commentaire de Tommy Koh le 5 juin 2020 : <https://www.facebook.com/100006228882914/posts/2523924214491850/> [consulté en décembre 2020].

11. Bloomberg, « Neither US nor China can put each other down, says Singapore's PM Lee », *The South China Morning Post*, 3 août 2021. Cette question du choix anime aussi les cercles de think tanks. Si William Choong (ISEAS) a soutenu la nécessité d'un tel choix, malgré les efforts de la diplomatie singapourienne et du fait des pressions chinoises, voire américaines en cas de crise à Taïwan par exemple (« Chinese-U.S. Split Is Forcing Singapore to Choose Sides », *Foreign Policy*, 14 juillet 2021), Simon Tay (SIA) a profité de la venue de la vice-présidente américaine Kamala Harris fin août 2021 à Singapour pour rappeler la position parfaitement équilibrée de la cité-État (« Singapore as a global hub needs both U.S. and China, says think tank », CNBC, 23 août 2021). Cité par Choong, Bilahari Kausikan avait lui aussi douté dans une précédente tribune que la position singapourienne soit tenable (« No sweet spot for Singapore in US-China tensions », *The Straits Times*, 30 mai 2019).

12. Pour ne pas insister sur leur présence, les Singapouriens portent sur place des uniformes taïwanais. Sur l'affaire Terrex, voir Bernard Loo, « Making sense of the Terrex incident », *Today*, 9 juillet 2020.

13. Entretien informel avec un haut diplomate du ministère des Affaires étrangères de Singapour en 2017.

d'œuvrer à la désescalade en tant qu'intermédiaire informel. Mais, plus récemment, le Premier ministre a dû directement répondre à l'ambassadeur chinois qui appelait les Sino-Singapouriens à venir redécouvrir leurs racines familiales et culturelles sur le continent. Lee Hsien Loong a insisté sur les spécificités de la culture chinoise singapourienne¹⁴. C'est précisément dans cet esprit qu'il convient de considérer le travail du Singapore Chinese Cultural Centre (SCCC) pour promouvoir la culture chinoise singapourienne et désigner les champions de l'*unique Singapore Chinese culture*¹⁵. Le SCCC a été inauguré par Lee Hsien Loong en 2017, au plus fort des tensions avec Pékin¹⁶. Enfin, relevons qu'il n'y a plus, contrairement aux années 2010, d'officier de liaison chinois au sein de l'Information Fusion Centre (IFC)¹⁷.

Cette tournure des événements peut s'expliquer par la personnalité du Premier ministre, ancien officier de l'armée de terre, moins tourmenté que son père en termes identitaires – car épargné par les épisodes coloniaux ou de la Seconde Guerre mondiale. Dans sa salle de réception, il a d'ailleurs remplacé la statue de Confucius, devant laquelle aimait poser son père à la fin de sa carrière et de sa vie, par une statue de cheval, plus neutre. De même, une nouvelle génération de dirigeants – la quatrième, dite « 4G » – émerge mais avec peine selon les analystes. Parmi elle, Vivian Balakrishnan se détache et a fini par prendre ses marques au ministère des Affaires étrangères ; c'est notamment lui qui

14. Propos tenus à l'occasion de l'inauguration du SCCC : Nur Asyiqin Mohamad Salleh, « Singaporeans have evolved a distinctive identity: PM Lee Hsien Loong », *The Straits Times*, 20 mai 2017.

15. En plus de celle *peranakan*, liée à la sphère malaise et à laquelle était d'ailleurs rattaché Lee Kuan Yew. Voir <https://singaporeccc.org.sg/media-room/singapore-chinese-cultural-contribution-award-calls-for-nominations-to-recognise-champions-of-our-unique-singapore-chinese-culture/> [consulté en décembre 2020].

16. À distinguer du China Cultural Center (Zhongguo Wenhua Zhongxin, 中国文化中心), ou CCC, installé en 2015 à Singapour pour cibler les plus jeunes, moins intéressés par les quelque 300 organisations claniques : <http://en.chinaculture.org/ccc/Singapore.html> [consulté en mars 2021].

17. Structure hébergée par la marine singapourienne et qui accueille une vingtaine d'officiers de liaison étrangers depuis 2009 afin de faciliter le partage d'information.

coordonnait le groupe Chine-ASEAN en 2016-2017. Ses liens avec la Chine sont moins évidents que dans le cas de Teo Chee Hean (ex-DPM, voir *supra*) par exemple. Est-ce alors un hasard si ses efforts se sont dirigés en RPC vers l'échelon municipal et non pas seulement central, pour tisser des liens entre villes, sans passer nécessairement par Pékin¹⁸ ?

Virage vestimentaire... et diplomatique ?



L'Emeritus Senior Minister Goh Chok Tong, le 8 novembre 2018 (© PMO Video, Alex Qiu), lors du lancement de sa biographie ; retraité, il a opté pour la mode indienne, en opposition à la mode chinoise, qui avait eu les faveurs du père fondateur Lee Kuan Yew à la fin de sa vie (1923-2015) : un symbole de la diplomatie singapourienne multihorizons et/ou du multiculturalisme du pays¹⁹ ? Voire de l'absence de dénominateur (vestimentaire et national) commun ? Ou peut-être n'est-ce que le reflet des différences entre les deux hommes ?

18. Exemple : le Singapore-Shanghai Comprehensive Cooperation Council a été instauré en avril 2019 ; Choo Yun Ting, « Singapore and Shanghai to deepen collaboration in financial services and innovation », *The Straits Times*, 11 décembre 2020.

19. Dans des pays ethniquement plus homogènes, comme Indonésie et les Philippines, les dirigeants peuvent se permettre de porter des chemises nationales – quoique Joko Widodo ait choisi une chemise « immaculée », autre signe fort, lors du premier débat pour les élections présidentielles de 2019. Quant à Mahathir, en Malaisie où la minorité chinoise est loin d'être négligeable, il optait souvent pour des tenues plus neutres et moins clivantes – mais avec épauettes, en phase avec le pouvoir fort qu'il voulait incarner (sauf en cas d'événements clairement et spécifiquement communautaires).



En arrière-plan, un Gurkha en charge de la sécurité personnelle des (anciens) dirigeants singapouriens.

Source : *Lettre de l'Observatoire Asie du Sud-Est : Actualité & Personnalités*, n° 10, septembre 2018, p. 2.

Des fonctionnaires sans complexes

À la marge du premier cercle de dirigeants, de plus en plus d'anciens hauts diplomates connus pour leur franc-parler n'hésitent pas à cibler la Chine. Tommy Koh avait donné un aperçu mais son collègue Bilahari Kausikan, *ambassador-at-large*²⁰ lui aussi, est allé plus loin. Surnommé le « diplomate non diplomate », celui-ci avait déjà vilipendé les ingérences chinoises parmi la société singapourienne, ce qui l'avait poussé à écrire un livre au titre évocateur : *China is Messing with Your Mind*²¹. En 2020, Bilahari a recommencé à l'occasion d'un séminaire à l'ISEAS, en demandant assez sèchement

20. Plus haut rang hiérarchique dans la diplomatie singapourienne. Tommy Koh est aujourd'hui un penseur libre, très influent et sollicité.

21. Bilahari Kausikan, *China is Messing with Your Mind*, Singapour, Ethos Book, 2019, 41 p. Preuve que des signes de vigilance préexistaient à cette crise de la fin des années 2010, Lee Kuan Yew avait lui-même précisé que si les Chinois de Singapour et de Chine partageaient effectivement la même langue et la même ethnicité, il était en revanche impossible pour les Chinois de Singapour de se sentir semblables à ceux de Chine (to « really feel part of them ») ; cité par William Choong, « Chinese-U.S. Split Is Forcing Singapore to Choose Sides », *Foreign Policy*, 14 juillet 2021.

au Cambodge et au Laos de choisir entre leur allégeance à la Chine ou leur adhésion à l'ASEAN²². La réaction de Phnom Penh ne s'est pas fait attendre, sous forme de lettre anonyme dans un journal national. L'ambassadeur y était accusé, en compagnie du think tank hôte, de jouer les « loups solitaires » en tant qu'« agent » pour des puissances étrangères.

Toujours en dehors des ministères *stricto sensu*, en plus des diplomates, les juges commencent à faire preuve d'autonomie. Outre des policiers sanctionnés dans une affaire de domestique accusée de vol, il est à noter que plusieurs peines capitales ont été suspendues ou converties en peines de prison pour des vices de procédure et sous l'action de l'avocat Ravi (né en 1969). Proche du milieu militant, ce juriste avait été exclu du barreau pour cause de problèmes liés à sa santé mentale, en 2016.

S'agissant enfin des think tanks, l'analyse des invités à l'APPSMO, organisé par la RSIS, révèle qu'on ne retrouve aucun Chinois lors des éditions 2018 et 2019 alors qu'ils étaient encore trois colonels ou *captain (navy)* en 2016 et 2017²³. Leur absence interroge.

Une société civile méfiante

Dans l'arène politique, tout d'abord, le PAP est de plus en plus chahuté. Au lendemain des élections de 2020, la politique locale ne pourra plus être comme avant. Les grandes figures du parti au pouvoir depuis 1959 ont été poussées dans leurs retranchements. Dans la GRC (Group Representation Constituency) de West Coast (où pourtant un ministre supplémentaire était venu renforcer l'équipe), le quintet du PAP l'a emporté avec seulement 51,68 % des votes. De même, dans la GRC de East Coast (où avait

22. David Hutt, « Time to boot Cambodia out of ASEAN », *Asia Times*, 28 octobre 2020.

23. Voir la page de la RSIS à propos de ces manifestations : <https://www.rsis.edu.sg/alumni-networks/asia-pacific-programme-for-senior-military-officers-appsmo/#.X9mxC7OR7IV> [consultée en décembre 2020].

été muté Heng Swee Keat, ministre des Finances et dauphin désigné mais fragilisé), le parti sortant n'a décroché les cinq sièges qu'avec 53,39 % des voix. À l'inverse, le WP (Workers' Party) a conquis une nouvelle GRC avec une équipe peu expérimentée mais plus en phase avec le jeune électorat des quartiers éloignés du centre, où le coût du logement est moindre. Plutôt qu'un glissement vers un système politique de type parti unique, comme évoqué plus haut, Singapour pourrait en réalité s'orienter peu à peu vers une sorte de bipartisme, aux antipodes de l'exemple chinois.

Cette dynamique politique est à rapprocher des débats en cours au sein des générations Y et Z. Alors que les jeunes des années 1990 peinaient à s'identifier comme « singapouriens » – car amateurs de cinéma de Hong Kong, de séries taïwanaises, de K-Pop, de football anglais, de fast-foods américains, etc. –, les nouvelles générations cherchent à s'affirmer au-delà de leur seule « race » (selon le terme officiel et la typologie nationale : « Chinois, Indiens, Malais, Autres »). En 2012, l'animateur et comédien Hossan Leong (né en 1969) avait été recadré après l'emploi à la télévision du *Singlish* – langue, langage ou argot local – en lieu et place de l'anglais comme le gouvernement l'impose. Ce rappel à l'ordre en avait offusqué plus d'un. L'expression nationale touchait davantage le public que l'étranger *Queen English*.

De même, un vent d'opposition s'était levé contre « l'importation de talents » (étrangers). Cette politique sportive visait à renforcer les sélections nationales au moment des Jeux olympiques de Pékin en 2008 notamment, au détriment des sportifs singapouriens. Une telle démarche rappelle les vives réactions après les appels de l'ambassadeur chinois à venir retrouver les racines familiales en Chine²⁴. À en croire un cher-

24. Les mêmes débats ont animé les scènes sociopolitiques indonésiennes et malaisiennes. À Kuala Lumpur, un ambassadeur de Pékin s'est insurgé contre une manifestation pro-Malais en 2016 et a accompagné un candidat aux législatives en 2018. Voir les travaux de Chan Xin Ying (entretiens par courriers électroniques en 2017 et 2019) sur ce thème – dont Chan Xin Ying, « China-Malaysia Relations: The Three Dilemmas of Malaysian Chinese », *RSIS*

cheur local, les craintes ne porteraient plus en priorité sur les éventuels chocs interraciaux, comme lors des émeutes des années 1950-1960²⁵. L'attention se tournerait davantage sur de possibles disputes entre les familles chinoises immigrées à Singapour depuis plusieurs générations et les nouveaux arrivants – venus peut-être compenser le faible taux de natalité de ce groupe ethnique. Si les premiers peuvent parfois parler malais, en plus de leur dialecte, du mandarin et de l'anglais, les seconds peinent à s'exprimer autrement qu'en mandarin. Cette absence d'intégration n'est pas sans poser quelques problèmes dans l'interaction au quotidien avec les chauffeurs de bus tout juste arrivés de Chine²⁶...

Loin des craintes soulevées sur le terrain politico-judiciaire à force de voir se multiplier des connexions entre Chine et Singapour, les épisodes de la Covid et de la 5G sont venus confirmer une tendance encore plus forte : celle d'une prise de distance avec Pékin – ou, pour le moins, d'une relation libre et décomplexée.

Commentaries, 21 août 2017 ; Wee Kek Koon, « Why ethnic Chinese in Southeast Asia don't owe their loyalty to China », *South China Morning Post*, 7 septembre 2017 ; Éric Frécon, *Relations Chine-Malaisie : déstabilisantes pour l'analyse mais stabilisatrices pour la région*, Note, Observatoire Chine-Asia Centre, 2017.

25. Ce qui avait poussé à mettre en place, par exemple, des politiques de quotas raciaux dans les HdB, en plus des quatre langues officielles.

26. Ce sont d'ailleurs des chauffeurs de bus chinois (de RPC) qui avaient été à l'origine de la première grève à Singapour depuis 1986, en 2013 ; au terme de la grève, ils avaient tous été expulsés.

CONCLUSION : BILAN ET PERSPECTIVES

Bien qu'acteur géopolitique, géoéconomique et même géostratégique de premier plan, Singapour n'a fait l'objet que de rares recherches à l'étranger. Il en résulte une méconnaissance et des préjugés qu'il convient de corriger. Parmi eux, la posture diplomatique de la cité-État questionne. Elle apparaît souvent proaméricaine ; on la soupçonne parfois prochinoise ; on la suppose logiquement neutre, en raison d'une vulnérabilité qui caractériserait tous les micro-États. Une fois levé le voile que jette le gouvernement sur ses activités, il en ressort des liens complexes et de natures diverses avec la Chine. Ces liens sont dus aux efforts de Pékin sur tous les fronts, pour mener une *political warfare* (George Kennan) dans la tradition léniniste du PCC. Selon Russell Hsiao, cette approche se distinguerait du *soft power* d'autres États puisque le Parti opérerait par le biais d'un « front uni d'organisations » et acteurs, à travers une « approche holistique » (économique, culturelle, médiatique et même universitaire – voir chapitre I)¹. Surtout, cette relation évolue et Singapour commence à gagner en autonomie (chapitre II).

Il faut dire que les générations de dirigeants longtemps habituées à la tutelle postcoloniale de l'Occident ou cédant à la tentation chinoise des « valeurs asiatiques » sont en train de passer le relais. Un sommet du pouvoir désinhibé émerge à l'heure où les menaces changent : il est de moins en moins question de guerre mondiale contre le terrorisme ou d'invasion culturelle. Singapour n'est pas non plus riveraine de la mer de Chine du Sud. L'île craint de plus en plus pour sa sécurité environnementale (fumée des feux de forêt d'Indonésie, inondations, montée des eaux), sanitaire (Covid et dengue, qui n'a jamais autant frappé qu'en 2020), communautaire (construction nationale dans un contexte multiracial) et alimentaire (approvisionnement en eau). Singapour a tendance à se rapprocher de ses voisins, par exemple par le biais

1. Russell Hsiao, « A Preliminary Survey of CCP Influence Operations in Singapore », *China Brief*, 19:13, 16 juillet 2019.

du minilatéralisme : les Malacca Straits Patrols avec l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande depuis 2008, et les Trilateral Maritime Patrols dans les Sulu, en tant qu'observatrice avec Brunei auprès des Indonésiens, Malaisiens et Philippins. Singapour montre aussi la voie au sein du Forum (informel) des petits États, qu'elle avait reçu en ses locaux à l'ONU fin septembre 2019 ; le Premier ministre y avait rappelé que « le multilatéralisme n'était pas une option mais une nécessité » - nouvelle convergence avec la France². En plus de l'ASEAN, l'île-État est aussi membre de structures transrégionales comme l'Alliance of Small Island States (AOSIS) et celle des Small Island Developing States (SIDS).

Ces tendances ne font pas écho au paradigme chinois développé par Xi Jinping sous le terme de « rêve chinois » (*zhongguo meng*, conceptualisé en 2010, traduit en anglais en 2015)³, pour un nouvel ordre mondial sous son égide. Ces mouvements de fond rappellent davantage ceux identifiés par Bertrand Badie à l'échelle mondiale : prise de responsabilité des pays du Sud qui « réinventent le monde » ; contestation de l'hégémonisme et « impuissance de la puissance » ; promotion d'un multilatéralisme centré sur la « sécurité humaine »⁴.

Afin de valider cette évolution de Singapour vis-à-vis de la Chine, symbole de tendances à la fois nationales et mondiales, il conviendra de tout d'abord surveiller les derniers développements en Chine. Pourraient influencer aussi bien sa scène intérieure (comme les luttes de clans au sommet du pouvoir) que les fronts extérieurs. À propos de ces derniers, la question se pose encore de les distinguer les uns des autres ou d'y trouver une cohérence : Himalaya-Inde, mer de Chine méridionale, Indo-Pacifique-BRI, Hong Kong, Ouïghours, voire Birmanie. Quel rôle

2. Charissa Yong, « Multilateralism 'not an option but a necessity': PM Lee tells UN General Assembly », *The Straits Times*, 27 septembre 2020.

3. François Gipouloux, « La Chine : un hégémon bienveillant », *op. cit.*, p. 561.

4. Entre autres : Bertrand Badie, *Quand le Sud réinvente le monde. Essai sur la puissance de la faiblesse*, Paris, La Découverte, 2018, 250 p. ; Bertrand Badie, *L'hégémonie contestée : les nouvelles formes de domination internationale*, Paris, Odile Jacob, 2019, 240 p.

pourrait jouer Singapour dans ces ramifications complexes qui constituent et structurent, aujourd'hui, la diplomatie chinoise ? Quels leviers y seront à l'œuvre (financier, *soft power*, formation) et dans quelle direction (« hégémonie bienveillante » ou pas, intégration à la communauté internationale) ? Plus à l'est, faut-il s'attendre à une réaction des États-Unis ? Ceux-ci ont peu à peu perdu la main malgré le travail de terrain des diplomates et faute de lignes directrices depuis Washington sous l'ère Trump. Il faudra attendre que l'administration Biden trouve ses marques et valide les priorités dessinées pendant la campagne. Par exemple, quel sera pour Singapour l'impact de l'attention portée à la démocratisation à travers le projet de « Sommet mondial de la démocratie » ?

L'heure des puissances de second rang, longtemps en embuscade, a-t-elle par ailleurs sonné ? Le Royaume-Uni post-Brexit a déjà négocié un accord de libre-échange, dans la lignée de celui conclu par l'UE, et son groupe aéronaval a sillonné les eaux singapouriennes lors de l'été 2021. Il s'est même livré à un exercice avec la marine singapourienne. Pour la première fois, l'Allemagne va aussi y envoyer une frégate. Berlin investit ainsi la place, dans le sillage de ses *guidelines* sur l'Indo-Pacifique. Japon et Australie n'ont jamais été absents, *via* par exemple la Nippon ou Sasakawa Foundation pour Tokyo. Quant à la France, qui avait invité le Premier ministre singapourien lors du 14 juillet 2018, elle envoie régulièrement sa marine et des ministres, en plus de l'INSEAD, de l'ESSEC et du CNRS qui y sont implantés, tandis que la Sorbonne-Assas y organise des formations saisonnières à la demande (*summer course, winter short program, seminars on request*). Emmanuel Macron avait été invité à participer au Shangri-La Dialogue. Manque peut-être une présence continue, dans les réunions *Track 2* ou dans les publications spécialisées ?

Enfin, le regain d'intérêt envers Singapour renvoie à un autre pays souvent éclipsé et qui, également, fait de plus en plus parler de lui : Taïwan. Les deux États ont longtemps entretenu des liens solides et l'attention portée par Singapour à Taipei renseigne par contrecoup sur son attitude vis-à-vis de Pékin. Or, malgré les pressions de la RPC, malgré la baisse de 10 000 à 3 000 soldats

impliqués, au fil des années, et en dépit de la tentation de déplacer les entraînements à Hainan au début des années 2000, le vieil accord *Starlight* – conclu en 1975 – n'est pas rompu pour autant. Singapour parvient à maintenir sa neutralité entre les deux rives du détroit⁵.

Porte de l'Orient pour l'Occident, Singapour a longtemps assumé une « équidistance pragmatique⁶ ». À cette fin, le pays a pris appui sur des canaux diplomatiques, militaires ou culturels différents, par souci sécuritaire et du fait de ses racines identitaires multiples. Aujourd'hui, l'île-État attise toujours les convoitises. Les approches diffèrent selon les grandes puissances et, finalement, chacune pourrait se retrouver dépassée par des puissances tierces et de seconds rangs. Tel est le scénario vu du Nord. Vu du Sud, une solidarité minilatérale, régionale, transrégionale et transversale⁷ chemine, de l'océan Indien au Pacifique, entre petits États îliens : elle pourrait être la porte de sortie de la phase postcoloniale et la voie d'entrée dans une nouvelle ère géopolitique post-Covid.

5. Beaucoup plus de précisions : I-wei Jennifer Chang, « Taiwan's Military Ties to Singapore Targeted by China », *The Global Taiwan Brief*, 5:9, mai 2020.

6. Expression du Dr Evan Laksmana pour qualifier les relations entre l'Indonésie et la Chine : Evan Laksmana, « Pragmatic Equidistance: How Indonesia Manages its Great Power Relations », dans David Denoon (ed.), *China, the United States, and the Future of Southeast Asia*, New York, New York University Press, 2017, p. 113-135.

7. Sur ces connexions, voir : Éric Frécon, « Stratégies sud-est asiatiques en Indo-Pacifique : points d'appui (des grandes puissances)... ou points de départ (d'une Indo-Pacifique émancipée) ? », dans Jean-Marc Régnauld, Sémir Al Wardi (dir.), *Indo-Pacifique et routes de la soie* [titre provisoire] (actes de colloques à Papeete les 4-7 novembre 2019), Paris, Société française d'Histoire d'Outremer (à paraître).

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- ALLÈS Delphine, « L'identité de petit État sans la condition de faible puissance ? Le répertoire d'action multilatérale de Singapour », *Critique internationale*, 71, 2016/2, p. 39-54.
- BARR Michael, *The ruling elite of Singapore: networks of power and influence*, New York-Bangkok, I.B. Tauris-IRASEC, 2014, 224 p.
- BARR Michael D., *Lee Kuan Yew: The Beliefs Behind the Man*, Richmond, NIAS monograph series 85, Curzon, 2000, xiv-273 p.
- BARR Michael D., SKRBIS Zlatko, *Constructing Singapore: Elitism, Ethnicity and the Nation-building Project*, Copenhagen, NIAS Press, 2009, 320 p.
- CHONG Alan, « Singapore Engages China's Belt and Road Initiative: The Pitfalls and Promises of Soft Strategies », *China's BRI and ASEAN*, NIDS Joint Research Series 17, 2019, p. 43-74.
- CHUA Daniel, « The South China Sea Disputes: Singapore as an "Honest Broker" ? », *RSIS Commentaries*, 25 novembre 2014.
- FRÉCON Éric, TRÉGLODÉ Benoît de (dir.), « La Chine et l'Asie du Sud-Est : vers un nouvel ordre régional ? », *Monde chinois – Nouvelle Asie*, 54-55, été 2018, 148 p.
- FRÉCON Éric, « L'ASEAN face à la redéfinition de sa centralité – diplomatique, opérationnelle et géographique », *Hérodote*, 176, 2020, p. 9-24.
- FRÉCON Éric, « De "Singapour Inc." à la nation singapourienne... via les smart cities », dans Christine Cabasset, Claire Thi-Lien Tran (dir.), *Asie du Sud-Est 2020*, Bangkok-Paris, IRASEC-Les Indes Savantes, 2020, p. 321-345.
- FRÉCON Éric, « Quand la Covid-19 teste Singapour », *Outre-Terre*, 57, juillet 2020, p. 169-176.
- FRÉCON Éric, « Turbulences singapouriennes », dans Christine Cabasset, Claire Thi-Lien Tran (dir.), *Asie du Sud-Est 2021*, Bangkok-Paris, IRASEC-Les Indes Savantes, 2021, p. 332-359.
- KAUSIKAN Bilahari, *China is Messing with Your Mind*, Singapour, Ethos Book, 2019, 48 p.
- KWANG Han Fook et al., *Lee Kuan Yew: Hard Truths to keep Singapore going*, Singapour, SPH, 2011, 437 p.
- HSIAO Russell, « A Preliminary Survey of CCP Influence Operations in Singapore », *China Brief*, 19:13, 16 juillet 2019.
- LENG Lee Huay, 奠基人足迹 : 新中建交30年 / 主编, 李慧玲 [In the Founders' Footsteps – 30 years of Singapore-China Diplomatic Relations], Singapour, Lianhe Zaobao-ThinkChina-Focus Publishing, 2020, 180 p.
- SENG Loh Kah, Tjin Thum Ping et Chia Jack Meng-Tat, *Living with Myths in Singapore*, Singapour, Ethos Book, 326 p.

YEW Lee Kuan, *The Singapore Story: Memoirs of Lee Kuan Yew*, Singapour, SPH, 2000, 680 p.

ZAKARIA Fareed, « Lee Kuan Yew, Culture is Destiny: A Conversation with Lee Kuan Yew », *Foreign Affairs*, 73:2, mars-avril 1994, p. 109-126.

L'INFLUENCE SÉCURITAIRE CHINOISE À SINGAPOUR

Dr Éric Frécon

Singapour, en tant que *hub* commercial, universitaire, voire stratégique, n'échappe pas aux convoitises. À la différence des États-Unis, Pékin a su y mobiliser une multitude de leviers, à différents niveaux (réseaux personnels, think tanks, universités, médias, partenariats économiques, propagande en ligne, etc.). La Chine a ainsi réussi à peser, souvent en sous-main.

Toutefois, les nuances entraperçues dans deux domaines précis – lutte contre la Covid-19 et 5G & *big data* – tendent à se confirmer au regard des attentes des nouvelles générations de dirigeants et d'électeurs singapouriens. Ce fut d'ailleurs l'une des principales leçons des dernières élections de 2020. L'idée d'une prise de distance vis-à-vis de la Chine ne serait donc pas que conjoncturelle. La vigilance vis-à-vis de Pékin n'aurait en fait jamais totalement cessé, en particulier dans le domaine de la défense et de la sécurité.

Afin de veiller à l'évolution de cette tendance forte, il conviendra d'évaluer les luttes de clans au sommet du pouvoir chinois (et leurs impacts sur Hong Kong et la mer de Chine du Sud) ainsi que l'évolution des relations (mésestimées) entre Singapour et Taïwan. La posture des puissances de second rang devrait également s'avérer décisive puisqu'elles font à présent figure d'éléments d'alternative diplomatique entre la Chine et les États-Unis aux yeux de Singapour.